



Madame, Monsieur,

Honnête.

Je veux continuer à l'être avec chacune, chacun de vous.

Fidèle également : à mes valeurs, aux combats menés et au chemin d'écologie porteuse de solutions que j'ai choisi il y a maintenant plus de 20 ans. Sur ce chemin, j'ai rencontré et je continue de rencontrer chaque jour des femmes et des hommes qui déploient une énergie solidaire extraordinaire, en dépit de toutes les forces qui aimeraient les voir renoncer. Mon respect pour leur engagement et leurs actions est immense.

Les mouvements que le monde traverse nous obligent : nous avons le devoir d'agir de façon collective. Le temps de l'individualisme est fini ! Nous voilà en effet propulsé-es - contre notre volonté et à vitesse folle, vers une atmosphère à la limite du respirable : un instant d'inertie supplémentaire peut désormais nous condamner.

Ce monde, avec ses défis vertigineux, nous l'avons vu se mettre en place. Et beaucoup ont prévenu des dangers qui se profilaient.

Les écologistes, d'abord : René Dumont*, par exemple, alertait dès le début des années 70 au sujet de l'eau. D'autres, au moment du premier choc pétrolier de 1973, instauraient ce qui les protège aujourd'hui : j'évoque ici le Danemark, qui grâce à ses investissements éoliens massifs d'alors, est désormais proche de l'indépendance énergétique. Enfin, il y eut le Rapport Meadows de 1972, ou Rapport du Club de Rome, qui sous le titre « Les limites à la croissance (dans un monde fini) » annonçait exactement la couleur.

Et nous n'avons pas écouté. C'est difficile, mais c'est la vérité : oui, nous avons été prévenu-es. Oui des lanceur-ses d'alerte, des femmes et des hommes ont compris très tôt la logique en marche et ont tenté d'agir. Si nous les avons entendu-es, nous ne subirions pas aujourd'hui nos factures qui explosent et financent la guerre de Poutine. Nous ne serions pas non plus forcés-es de faire face à des prix alimentaires indécents, ne laissant aucune chance aux plus démunis-es d'entre nous. Et que dire des pénuries de toutes sortes, et des tarifs exorbitants de ce qui nous permet de nous déplacer, nous chauffer, nous soigner ? De l'essentiel, en somme... Car oui, dans ce monde, ce qui nous est vital est directement menacé. L'impensable s'installe violemment sous nos yeux.

La colère, nous la partageons.

Ensemble, je propose que nous tentions de la transformer en action.

Car tout est lié. Tout. L'air que l'on respire, ce que l'on mange, ce que l'on boit, ce que l'on cultive, et comment on le cultive, le soin que nous portons les un-es aux autres, l'éducation, la culture, les transports, l'énergie, le confort, la dignité. Et l'apaisement.

Je l'écris ici et l'assume entièrement : oui, si nous avons le courage de regarder les problèmes en face, et si nous tirons enfin les leçons du passé, nous pouvons encore lutter contre les bouleversements climatiques et nous adapter. Aujourd'hui, nous avons encore le pouvoir de choisir. Demain, nous ne l'aurons plus. Il ne restera qu'à subir.

**Premier candidat écologiste à une élection présidentielle française (1974)*

Les réactions des dirigeant-es actuel·les sont bien peu au regard de ce qui survient. Dans les mois qui viennent, les factures des mairies (éclairage public, chauffage, alimentation, etc.) vont par exemple s'envoler : qui va payer ? Ceux qui profitent de la catastrophe et engrangent des superprofits, ou... nous ?

Et quid des changements climatiques ? Les scientifiques sont clair·es : leur tyrannie va s'installer. D'après eux et elles, l'été que nous venons de vivre (dont la canicule a tué 11 000 personnes en France*) pourrait ainsi devenir la norme. Pire, il risque même de devenir un « bon souvenir », si l'on ne parvient pas à rester sous la barre des +2°C*. En outre, au niveau de l'agglomération dunkerquoise, les données les plus récentes confirment qu'en 2030, le niveau de la mer ne permettra plus une vie normale (lire analyse en page 3). **De cela, il faut prendre conscience. Car, n'en déplaise aux élu·es dans le déni (et empêtré·es dans les compromis), ce n'est pas une crise que nous traversons : c'est un nouveau cycle qui s'expand.**

Ce qui s'installe ne disparaîtra pas. J'ose ici paraphraser Sénèque : *à nous d'apprendre - plutôt que d'attendre que l'orage passe, à danser sous la pluie.*

En cet automne 2022, j'en suis convaincu, l'équation à suivre est donc : tirer les leçons du passé + choisir l'écologie = vivre mieux.

Mieux : 5 lettres qui changent tout. Grâce au courage politique, aux décisions de bon sens, à notre faculté d'adaptation, et aux réflexions menées sur nos façons de vivre, nous pouvons y arriver. Car si depuis la rentrée, le mot « sobriété » est sur toutes les lèvres, nous pouvons ensemble réfléchir à sa définition. Pour ma part, la voici : la sobriété, c'est ce que l'on choisit en conscience, et qui est bon pour nous, autant que pour l'atmosphère, les sols, les cultures, la nature, nos corps et nos esprits, nos enfants, toutes les vies humaines et animales, si étroitement liées. **Cela rejoint ma vision du progrès : ce qui doit permettre de faire toute la place à ce que nous avons de plus précieux.**

Ensemble, torpillons l'idéal destructeur que nous a vendu le capitalisme : il nous empoisonne et nous soumet. **Choisissons la sobriété assumée et soyons-en heureux·ses : cette décision peut nous offrir les solutions que nous attendons.** Ni punitive, ni austère, ni triste : bien au contraire. Cette sobriété confortable et juste, l'écologie la porte et je me bats pour l'imposer. Si j'ai autant confiance en elle, c'est qu'à Grande-Synthe, je l'ai expérimentée : je sais qu'elle est puissante et *possible*.

Voilà pourquoi l'action politique est plus importante que jamais. Et notre pouvoir citoyen également : nous avons le devoir de nous comporter en lanceur·ses d'alerte si nous en avons l'énergie et les possibilités, nous avons aussi le devoir de faire pression (de plus en plus fort) sur nos dirigeant-es (même s'ils, elles, ne sont pas écolos !) afin qu'ils et elles réagissent enfin.

Le vivre ensemble et le vivre intime sont liés : une décision vertueuse en entraîne forcément une autre, alors ne perdons pas espoir. Les solutions existent, nous savons comment les *mettre en œuvre*.

Réfléchissons à nos comportements, ne craignons pas de les adapter.

Choisissons de nous donner une chance.

Choisissons de donner une chance à nos enfants et petits-enfants.

Pour ce combat, maintenant, et chaque jour des temps à venir, vous pouvez compter sur moi.

Damien CARÊME
Député européen

*Chiffres Insee.

*Hausse calculée par rapport à l'ère pré-industrielle

AU PARLEMENT EUROPÉEN, JE LUTTE POUR :

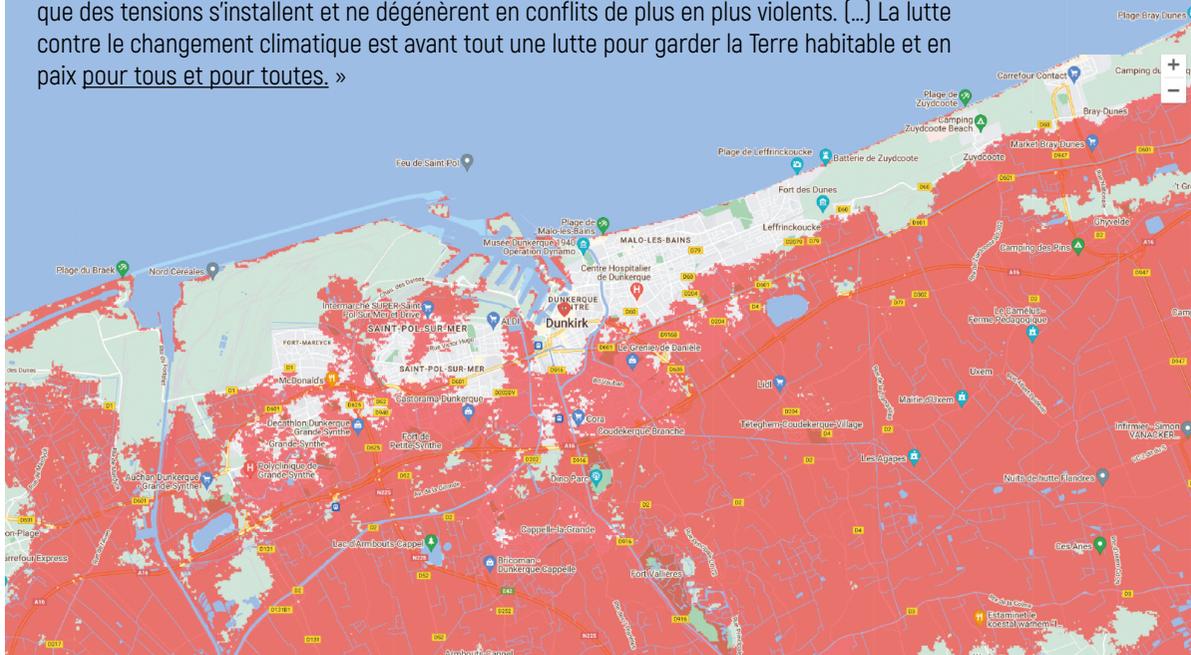
- ▶ **L'ACTION COLLECTIVE** p.3
- ▶ **LES DROITS FONDAMENTAUX** p.4
- ▶ **LA JUSTICE SOCIALE ET LA JUSTICE FISCALE** p.5
- ▶ **LA COHÉRENCE** p.6
- ▶ **L'ÉNERGIE VERTE** p.7

REFUSER L'INERTIE POLITIQUE

Cette phrase de Gandhi me porte depuis des années : « *Montrer l'exemple n'est pas la meilleure façon de convaincre, c'est la seule.* » En effet ! Tout est question de volonté politique et donc de décisions : je l'ai appris au fil de mes mandats de Maire à Grande-Synthe et lorsque j'étais Vice-Président en charge des transports au sein de la CUD. C'est notamment ainsi que j'ai pu porter la refonte des transports collectifs gratuits qui depuis, ne cessent de prouver leur cohérence et leur efficacité.

Aujourd'hui, l'urgence, pour notre territoire, concerne l'impact de la montée du niveau de la mer à horizon 2030. C'est-à-dire demain.

La situation évolue à une vitesse hallucinante et impose d'agir en conséquence : chacun-e de nous peut interpeller ses élu-es même si ceux-ci, celles-ci ne revendiquent aucune velléité verte. Je cite François Gemenne, chercheur membre du GIEC* : « Il n'existe aucun doute quant au fait que l'empreinte carbone des plus riches soit démesurément plus grande que celle de la moyenne de la population. Ainsi, en France, l'empreinte carbone moyenne d'un individu appartenant aux 10% les plus riches de la population est de 17,8 tonnes de CO2 par an contre seulement 3,9 tonnes pour les 50% les plus pauvres*. En l'absence de politiques structurantes et ambitieuses sur le climat, sans arbitrages politiques forts, il est inévitable que des tensions s'installent et ne dégèrent en conflits de plus en plus violents. (...) La lutte contre le changement climatique est avant tout une lutte pour garder la Terre habitable et en paix pour tous et pour toutes. »



Source : Climate Central « land projected to be below tideline in 2030 ». La couleur rouge désigne ce qui risque d'être souvent inondé.

*Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. François Gemenne est spécialiste des questions de géopolitique de l'environnement. Ces propos sont extraits d'une tribune publiée le 13 sept. dans le journal Libération.

*Le GIEC estime que pour rester sous la barre des +2°, l'empreinte carbone de chaque humain ne devrait pas dépasser 2 tonnes de CO2 / an.

OÙ EN EST MA PLAINTE CONTRE L'ÉTAT POUR INACTION CLIMATIQUE ?

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) est saisie.

Après la décision historique du 1er juillet 2021 (tous les détails sont sur mon site), je l'ai en effet sollicitée, déposant une requête contre la France pour inaction climatique. Également, j'ai dénoncé une violation de l'obligation de garantir un droit à la vie et le respect de la vie privée et familiale. Si le Conseil d'État avait refusé ma plainte en qualité d'habitant de Grande-Synthe, estimant que je n'avais pas d'intérêt individuel à agir, cette fois la CEDH la valide. Ma requête est entre les mains de la Grande Chambre, en charge des affaires considérées comme les plus importantes (seules 0,2% des affaires présentées y sont admises). L'audience devrait se tenir en fin d'année.

DÉFENDRE LES DROITS FONDAMENTAUX

Depuis le début de l'année, plus de 30 000 passages de France au Royaume-Uni ont eu lieu. C'est de nos plages que les embarcations partent : rien n'empêche un être humain de poser un pied devant l'autre pour sauver sa vie. Ni les barbelés, ni les traitements indignes, ni les violations des droits humains, ni les refoulements, ni les violences, ni les privations en tous genres, ni la peur, ni le mépris, ni même le dispositif Frontex (l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes) pourtant doté d'un budget faramineux : 750 millions d'€ par an. Imaginez : depuis 20 ans, l'État français a dépensé 1 milliard 280 millions d'€ pour garder la côte calaisienne.

... Pour rien. Car les drames continuent partout où courent les lignes de frontières, et malheureusement ici aussi, dans l'agglomération dunkerquoise, à Grande-Synthe, où la situation me fait honte : plutôt que d'infliger plus de douleurs encore à celles et ceux qui fuient l'horreur, notre devoir d'humain est de faire preuve d'humanité et de solidarité.

”

**NOUS DEVONS ACCUEILLIR PLUTÔT QUE VIOLENTER.
OUVRIR LES YEUX PLUTÔT QUE LES DÉTOURNER.
PERMETTRE AUX EXILÉ-ES DE DEMANDER L'ASILE (C'EST UN
DROIT) ET AINSI REDONNER VALEUR À LEURS VIES.**

Récemment, l'OLAF (Office européen de lutte anti-fraude, le « gendarme » des services de l'UE) a confirmé les nombreuses violations des droits fondamentaux des chercheurs-euses de refuge aux frontières de l'Union européenne. Ce combat, je le menais de longue date avec mon groupe des Verts européens : il a entraîné la démission du directeur de Frontex, Fabrice Leggeri. Bien sûr, cela constitue seulement une étape et je continue chaque jour de défendre, sur le terrain ainsi qu'en Commission LIBE* au Parlement européen, les droits humains et la dignité.

*LIBE : Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures

► J'ai dénoncé au début de l'année le racisme d'État dont notre pays a fait preuve dans sa réaction au début de la guerre en Ukraine : activation de la directive européenne de protection temporaire datant de 2001, gratuité des trains aux Ukrainien-nes en exil, priorité des lits dans les centres d'accueil, utilisation du mot « réfugiés » quand à propos des autres, notamment les Afghan-nes, le terme « migrants » était toujours usité : tout cela est inacceptable et révoltant.

► Je ne peux tolérer d'accueil à géométrie variable. Aucune distinction entre exilé-es ne se justifie. La directive de 2001 est une excellente directive : elle devrait être activée chaque fois qu'un conflit force les gens à quitter leur pays. En mars, j'ai interpellé Emmanuel Macron à ce sujet. Vous pouvez retrouver la lettre sur mon site.

**NOUS AVONS ÉTÉ CAPABLES D'ACCUEILLIR 7 MILLIONS
D'UKRAINIEN-NES EN 2 MOIS EN EUROPE, CELA PROUVE QUE NOUS
POUVONS ACCUEILLIR QUELQUES DIZAINES D'EXILÉ-ES SUR NOTRE
CONTINENT CHAQUE ANNÉE.**

LA CRIMINALISATION DE LA SOLIDARITÉ

Les politiques en vigueur traitent les exilé-es comme une menace pour la sécurité, et la migration comme un crime. La répression à l'encontre des solidaires ne

cesse d'augmenter. En tant que député européen, je soutiens celles et ceux qui, chaque jour, choisissent l'humanité. Je vais à leur rencontre, je me tiens informé des situations auxquelles ils, elles sont contraint-es de faire face. Dans l'agglomération dunkerquoise, à Calais, à la frontière avec l'Italie, à la frontière avec l'Espagne, à Paris aussi, partout où la solidarité est attaquée.

Pour cette raison, je suis allé en juin à Riace, en Italie, rejoindre Mimmo Lucano, l'ancien maire de cette commune qui a par le passé tant accueilli et risque aujourd'hui pour cela 13 ans de prison. J'y ai présenté une étude sur la criminalisation de la solidarité en Europe* et à Mimmo j'ai réitéré mon soutien absolu.

* Étude réalisée pour le groupe des Verts/ALE au Parlement européen : « Résilience et résistance à l'encontre de la criminalisation de la solidarité à travers l'Europe ». Disponible sur mon site.



POUR LA JUSTICE SOCIALE, IMPOSER LA JUSTICE FISCALE



Je l'ai rappelé lors des Journées d'été des écologistes, en août à Grenoble : lutter pour le respect des droits fondamentaux signifie aussi lutter pour la dignité, donc pour la justice sociale. Comment ? En combattant les comportements délétères, notamment ceux que s'autorisent les nanti-es et les « puissants-es ».

Pour que personne ne soit laissé de côté, pour que les inégalités s'amointrissent, je me bats chaque jour en faveur de la justice fiscale.

Parmi les dossiers en cours, 4 sont particulièrement importants :

▶ LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT //

Il dépasse, d'après les Nations Unies, les 2 000 milliards de \$ par an. En Europe, la Commission européenne l'estime à environ 133 milliards d'€. C'est un fléau : cet argent sale sert entre autres à financer le terrorisme. **Au sein de la commission LIBE du Parlement européen, je suis en charge de proposer un nouveau règlement : ce nouveau « paquet anti-blanchiment » devrait permettre, grâce à des propositions législatives importantes, d'en finir avec ces pratiques néfastes.**

▶ TAXATION DES SUPERPROFITS //

Je la souhaite ardemment ! Surtout ceux réalisés ces derniers mois, à la faveur du contexte international glaçant qui, s'il impacte notre quotidien de façon dramatique, permet à certain-es d'être encore plus riches qu'ils, elles ne l'étaient déjà : Total, par exemple, qui versera 2,62 milliards en dividende à ses actionnaires en retour de « l'évolution des marchés du pétrole, du gaz et de l'électricité ».

▶ IMPÔT MINIMAL POUR LES MULTINATIONALES //

Au Parlement européen, je me bats pour une loi européenne l'imposant. Pour l'instant, le taux d'imposition minimal proposé est 15% : d'abord c'est bien trop bas, et surtout, tout est bloqué à cause, entre autres, du veto de la Hongrie et maintenant également de celui de la Pologne. Il va falloir qu'on puisse agir sans l'unanimité des 27 États membres si l'on veut que les choses bougent enfin. Je milite activement pour cela.

▶ LUTTE CONTRE L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALE //

Elles sont l'illustration même de l'injustice sociale. Seule une réforme globale de la fiscalité mettra fin à cette calamité. **Vous pouvez compter sur moi pour mener ce combat.**

POURQUOI LA PÉRIODE QUE NOUS VIVONS ACCENTUE-T-ELLE LES INÉGALITÉS, ET COMMENT NOUS POUVONS AGIR ?

« Fossilflation » : le mot a été créé par la Banque centrale européenne (BCE) pour désigner la hausse des prix des énergies fossiles, pétrole et gaz. Nous – surtout les plus vulnérables d'entre nous, la subissons de plein fouet, notamment parce que nous dépendons, en Europe, des combustibles fossiles russes. **La meilleure réponse à cette situation invivable est de sortir de la dépendance énergétique : pour cela les énergies renouvelables sont nos meilleures alliées, avec la lutte contre la précarité énergétique et l'instauration d'une fiscalité juste.** Les responsables politiques ont le destin de leurs territoires en main, leur rôle est d'agir pour que les habitant-es puissent vivre dignement. Si leur mise en action se fait attendre, interpellons-les.

**Le 7 juin, j'ai co-signé une tribune avec d'autres eurodéputé-es écologistes. Elle est parue dans le journal La Croix. Vous pouvez la retrouver sur mon site.*

SOYONS COHÉRENT·ES !

Une décision politique vertueuse en déclenche une autre, et en cohérence, l'ensemble ainsi créé permet de changer en profondeur notre quotidien. C'est le principe systémique : pour le dire simplement, si les ennuis s'enchaînent en cascade, les solutions permises par l'écologie et la sobriété saine aussi. Et c'est bien sûr valable pour l'économie.

DÉCISION #1 : EN FINIR AVEC LA SPÉCULATION

La guerre en Ukraine est un prétexte : les prix avaient commencé à augmenter bien avant le début du conflit, notamment les prix de l'alimentaire. Mon collègue Benoit Biteau, lui aussi député européen dans notre groupe des Verts, l'explique parfaitement, et je le cite parce que je partage son analyse : « *la guerre en Ukraine est une triste opportunité pour mettre fin à la spéculation sur l'alimentation. Chaque % d'augmentation des prix alimentaires plonge des dizaines de millions de personnes dans la pauvreté et l'insécurité. Il apparaît de plus en plus clairement que cette flambée des prix a été entretenue et amplifiée par la spéculation abusive. Entre les profits et les gens, il va falloir que l'Union européenne choisisse !* » CQFD. Les stocks sont pleins. **Je pose la question : à qui profite cette flambée des prix ? Réponse : aux géants de l'industrie agroalimentaire, dont la multinationale Cargill qui a réalisé l'année dernière les profits les plus importants de son histoire. Si cela donne la nausée, cela met surtout en évidence la transversalité des combats à mener.**

DÉCISION #2 : EN FINIR AVEC LES DÉPENDANCES

Comme l'alimentaire, les coûts de l'énergie flambent. Entre 2021 et 2022, la facture énergétique des ménages a grimpé de 28% et cette fin de 2022 s'annonce bien pire. Les collectivités affrontent des factures plus que doublées : en plus d'être invivable, c'est parfaitement injuste pour les habitant·es. Pour se libérer, une seule solution : être autonomes. Ne plus dépendre des énergies fossiles, russes notamment. Je milite pour une vision à long terme : c'est du bon sens. Exemple : **un système énergétique basé à 100% sur les énergies renouvelables, sans risque d'interruption sur le réseau, sans nouvelle centrale nucléaire nécessaire, en toute indépendance des systèmes jusqu'ici établis, c'est possible.** Surtout, c'est vertueux « en cascade ». Une étude tout juste réalisée par l'université de Lappeenranta (en Finlande) le prouve, vous pouvez la lire sur mon site.

**«Accélérer la transition vers les énergies renouvelables en Europe» : étude réalisée par l'université de Lappeenranta (LUT) pour notre groupe des Verts au Parlement européen.*

DÉCISION #3 : SANCTUARISER NOS BESOINS VITAUX

Je le dis depuis longtemps : ce qui correspond à nos besoins primaires doit être protégé. L'eau, par exemple. Dans le Dunkerquois, elle est gérée via une délégation de service public : elle est donc sous l'égide du privé alors qu'elle devrait devenir un véritable service public, comme c'est déjà le cas à Lyon ou Paris.

”

« LES PLAISIRS SANS FIN DU CONTACT AVEC LA NATURE NE SONT PAS RÉSERVÉS AUX SCIENTIFIQUES, MAIS ACCESSIBLES À TOUS CEUX QUI SE PLACENT SOUS L'INFLUENCE DE LA TERRE, DE LA MER, DU CIEL, ET DE LEUR EXISTENCE SURPRENANTE.

L'ÉNERGIE VERTE APPORTE DES SOLUTIONS

Nous ne pouvons pas continuer à fermer les yeux : la pollution atmosphérique nous tue (des scientifiques britanniques viennent de démontrer le lien entre exposition aux particules fines PM2,5 – celles des gaz d'échappement ou des incinérateurs de déchets, et cancer du poumon). Les énergies fossiles sont une calamité, à tous points de vue. Une fois encore, tout est lié... le sort de la planète, le nôtre, celui de la faune, de la flore, notre bien-être, notre dignité, celle des générations futures également. En cohérence, je me bats pour les énergies vertes, 100% renouvelables. Voici 5 mots qui résument ce combat :

TAXONOMIE Le gaz et le nucléaire ne sont pas des énergies vertes. L'Union européenne doit être claire et les exclure de la liste des énergies dites « durables ». Si, pour l'instant, la Commission européenne légitime les énergies mortifères, je me bats chaque jour pour que le mouvement s'inverse.

Cette pomme est aussi verte que le gaz et le nucléaire.



LOGIQUE La fin des « permis à polluer gratuits » est actée. Elle interviendra en 2032, grâce à l'application de la taxe carbone aux frontières, pour laquelle je me suis fermement battu. Ces permis permettaient aux entreprises les plus polluantes de « maquiller » leurs émissions de CO² en toute légalité. Leur disparition annoncée est une excellente nouvelle, elle va permettre à ceux-celles qui font l'effort de basculer vers des énergies plus propres de ne pas subir de concurrence injuste via des importations produites dans des conditions environnementales irresponsables.

ANTI-NUCLÉAIRE 32 réacteurs à l'arrêt, en France, en cette fin 2022, c'est de la folie. Pas seulement parce que c'est la preuve de l'usure extrêmement dangereuse dont souffrent les centrales, mais aussi à cause des sommes colossales investies, alors que nous ne sommes pas (du tout !) autonomes en matière d'uranium, l'énergie primaire du nucléaire. Et je ne parle pas des déchets avec lesquels nous jouons aux apprentis sorciers : nous les léguons au futur, et ce pour des centaines d'années. Le nucléaire n'est pas une solution. **Fermons les centrales lorsque leur exploitation arrive à échéance.**

ÉOLIEN L'urgence, c'est d'arrêter d'utiliser les énergies fossiles pour enrayer l'escalade des changements climatiques. La solution, là, tout de suite, se trouve dans les énergies renouvelables, au premier rang desquelles l'éolien. Sur notre territoire, le projet du parc éolien en mer doit voir le jour. Il n'y a pas d'autre alternative. Toutes les protections envers les oiseaux existent et doivent donc être prises : nous, nous devons bien garder en tête que si nous ne faisons rien, les oiseaux migrateurs, dont le trajet est directement impacté par les bouleversements climatiques, ne migreront plus du tout. Le phénomène a déjà débuté.

HYDROGÈNE Je continue à soutenir avec beaucoup de conviction l'hydrogène 100% vert, c'est-à-dire 100% issu des énergies renouvelables. Je suis par exemple avec attention le virage d'Arcelor Mittal qui, en France, annonce remplacer 3 de ses hauts-fourneaux à charbon par des fours électriques et à hydrogène (sur ses sites de Dunkerque et de Fos-sur-Mer, sites responsables à eux seuls de 25% des émissions industrielles de gaz à effet de serre en France.)

À PROPOS DE LA VOITURE ÉLECTRIQUE

Les écologistes n'ont jamais dit qu'elle était la réponse à tous les maux. Elle est une partie de la réponse, mais je l'écris ici, on ne remplacera jamais le parc de 40 millions de véhicules thermiques par 40 millions de véhicules électriques. C'est une hérésie. La solution, c'est le transport collectif gratuit ou presque, pour tout le monde. Exactement comme sur notre territoire, où j'ai eu la joie de porter le dossier en tant que Vice-Président en charge des transports à la CUD. Des lignes supplémentaires ont dû être créées car la fréquentation a augmenté de 89%. Je partage cette expérience auprès d'autres agglomérations chaque fois qu'on me le demande, et répète à quel point c'est une bonne chose pour tout le monde. Et ça vaut aussi pour le train qui est le transport collectif par excellence. Avec 125 élu-es écologistes, nous avons ainsi proposé aux régions et à l'État* l'adoption d'un « bouclier mobilité » qui priorise les rails (pour les personnes comme pour les marchandises).

*Tribune publiée dans le journal Le Monde le 15 septembre

À VOS CÔTÉS

Élu député européen depuis 2019, je suis membre, au Parlement européen (qui siège à Bruxelles, et à Strasbourg lors des plénières), des Commissions suivantes :

LIBE : la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures

ITRE : la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie

ECON : la Commission des affaires économiques et monétaires

FISC : la sous-commission qui assiste ECON pour les questions fiscales

« POLITIQUEMENT, LA FAIBLESSE DE L'ARGUMENT DU MOINDRE MAL A TOUJOURS ÉTÉ QUE CEUX QUI CHOISSENT LE MOINDRE MAL OUBLIENT TRÈS VITE QU'ILS ONT CHOISI LE MAL. »

Hannah Arendt

Dans notre groupe des Verts / ALE au Parlement européen, nous sommes 12 député-es. Par les temps qui courent, je crois plus que jamais à l'impact de la décision politique, et pour cela le Parlement européen est une instance majeure car « super démocratique » : elle est la seule instance européenne élue directement par les citoyen-nes. À l'heure où les comportements ignobles s'accumulent, où de trop nombreux pays versent dans l'abject (je pense par exemple au Royaume-Uni qui veut refouler les demandeur-ses d'asile au Rwanda, et/ou, à l'Italie qui a basculé dans le fascisme), la voix citoyenne et la voie politique sont nos leviers d'action. Saisissons-les à bras le cœur. Confrontons nos dirigeant-es, intervenons, votons. **Ne cédon's ni à la peur, ni à la haine.**

CES DERNIERS MOIS, JE ME SUIS NOTAMMENT RENDU...



...EN POLOGNE ET EN UKRAINE : en mai, pour constater les conditions d'accueil des réfugié-es ukrainien-nes. J'ai également rencontré les municipalités de Varsovie et de Lviv, ainsi que le gouverneur militaire de la zone de Lviv, une ville de 700 000 habitant-es qui accueillait alors 300 000 déplacé-es. Là, encore, le même cœur, qui bat au rythme de la solidarité : celle qui réunit les êtres humains, celle des bénévoles qui agissent de toutes leurs forces sur le terrain.



...DANS LA VALLÉE DE LA ROYA : en juillet, pour le festival des Passeurs d'Humanité. L'occasion de retrouver cette vallée si belle, outrageusement meurtrie lors de la tempête Alex. Elle se reconstruit. Les échanges furent constructifs et les débats passionnés. Si la solidarité a bien des visages, elle a le même pouls, gigantesque, partout.

- GARDONS CONFIANCE -

RESTONS PROCHES

 www.damiencareme.fr

Sur mon site, vous pouvez trouver tous les documents, toutes les coulisses, tous les courriers, toutes les pièces qui permettent d'avoir accès à l'ensemble des dossiers sur lesquels je travaille chaque jour.

 @DamienCAREME

 @damien_careme

 @DamienCaremeEurodéputé